



Fin 1969 :  
 début de la récession  
 Août 1971 :  
 premier blocage des prix et des salaires  
 Décembre 1971 :  
 première dévaluation (11 %)\*  
 Novembre 1972 :  
 élection présidentielle  
 Printemps 1972 :  
 l'économie repart  
 Février 1973 :  
 deuxième dévaluation (6 %)\*  
 Juillet 1973 :  
 rationnement de l'essence  
 (\*) Ces pourcentages sont calculés par rapport aux diverses monnaies des grands pays occidentaux, chacune pondérée proportionnellement à l'importance de son commerce avec les Etats-Unis.

## les travailleurs et l'Empire

Que Giscard soit contraint de peser sur l'emploi pour maîtriser l'inflation n'e fait guère de doute.

Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'il atteindra, par lui-même, ses objectifs. Pourtant, une telle expérience de contrôle des prix a également été tentée aux Etats-Unis de 1971 à 1974. Etant donnée la position dominante des Etats-Unis dans l'économie occidentale, il nous a paru intéressant d'examiner quels ont été les effets et quelles sont actuellement les perspectives de ce pays du point de vue de l'inflation. C'est l'analyse à laquelle se livre Pierre Bertrand.

**L**es économistes officiels ont vu leurs belles théories s'écrouler comme un château de cartes au choc des événements de ces deux dernières années ; ainsi le « Council of Economic Advisers » composé de leurs plus éminents représentants, a prévu, à la fin 1972 dans son rapport annuel au président des Etats-Unis, une hausse des prix de 3 % pour 1973 ; elle fut en fait de 5 % (le taux le plus fort en temps de paix depuis 1948) sans même parler des prix agricoles qui grimpent de près de 15 %.

Dans une série de trois articles, Pierre Jérôme avait analysé les perspectives qui s'offraient aux Etats-Unis à la fois sur le plan monétaire et sur le plan économique. De ses conclusions, retenons tout particulièrement trois points principaux.

Les circonstances exceptionnellement favorables de 1973 (boom mondial, pénurie de produits agricoles, dont les Etats-Unis sont un grand exportateur, afflux de capitaux flottants attirés par les taux d'intérêt élevés pratiqués par les banques américaines) ne sont que passagères. Bientôt la prospérité actuelle des affaires risque de céder le pas à une nouvelle récession et l'excédent de la balance commerciale américaine risque de se retrouver en déficit.

Les clauses de sauvegarde (visant à légaliser la fermeture temporaire d'un marché) qui doivent être discutées lors du Nixon Round, soulignent la volonté des américains de protéger leur marché dès que la prospérité actuelle aura tourné le coin de la rue.

La pénurie qui sévit actuellement aux Etats-Unis en ce qui concerne

des produits de base comme le pétrole raffiné, l'acier, le papier, le ciment, crée des goulets d'étranglement dans leur économie. Cette pénurie est la conséquence d'un réinvestissement sur place insuffisant qui s'est prolongé durant plusieurs années.

Nous voudrions revenir sur ces trois points et les examiner dans l'optique des travailleurs américains. Le rôle de la classe ouvrière a en effet été décisif dans l'évolution vers le protectionnisme. Et cette évolution est très liée, comme on va le voir, à la situation de pénurie actuelle.

Résumée en deux mots la situation est à peu près celle-ci : Pour tout un éventail de secteurs à forte consommation de main-d'œuvre (chaussure, textile, électronique de grande série) les entreprises américaines ont préféré implanter leurs usines dans leurs dépendances d'Asie (Corée, Taiwan, Indonésie) ou d'Amérique latine. La main-d'œuvre très bon marché de ces pays leur assure des profits considérables pour ces produits revendus ensuite sur le marché américain. D'où aussi : un chômage prononcé dans ces secteurs aux Etats-Unis, et un affaiblissement de la capacité de production aux Etats-Unis mêmes (1).

Voici quelques chiffres qui illustrent cette évolution.

En 1971, les importations en provenance principalement du Japon, de la Corée, de Taiwan, de Singapour, de Mexico représentent 54 % des téléviseurs noir et blanc vendus aux

(1) Il est curieux de constater qu'il s'est produit le même phénomène à l'époque romaine : la production, aussi bien agricole qu'artisanale des provinces de l'Empire a fini par ruiner l'économie italienne. Pourtant, à cette époque les transports étaient bien plus difficiles que maintenant.

Etats-Unis : 32 % des électrophones ; 91 % des radios ; 96 % des magnétophones.

Ces importations proviennent de marques étrangères, mais aussi de marques américaines qui réimportent leurs fabrications de Taïwan ou de Corée (et seul un examen attentif du chassis révèle que l'appareil a été fabriqué à Taïwan).

Ainsi de 1966 à 1972 le nombre de personnes employées dans la production électronique de grande consommation a diminué de près de 20 %

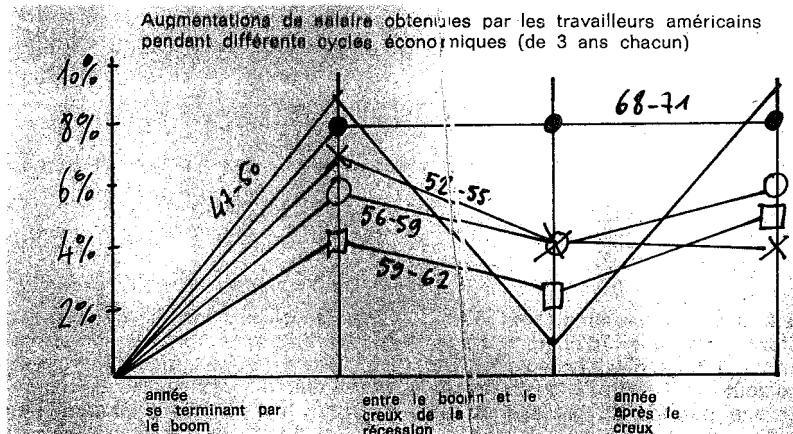
Les importations de chaussures, en provenance de la Corée, du Brésil, de Taïwan, représentaient 4 % de la consommation en 1960, 21 % en 1968 et 34 % en 1972. La petite entreprise dominait dans ce secteur et nombreuses sont celles qui ont dû fermer leurs portes.

## le syndicat pousse au protectionnisme

La part des importations dans la consommation des vêtements est passée de 6 % en 1961 à 25 % en 1971 et dans ce secteur le taux de chômage est passé en 1971 à 9,7 %. En 1968, lors de l'élection présidentielle, chacun des candidats avait promis une limitation des importations, mais il a fallu 3 ans avant que le Japon, Taiwan, la Corée et Hong-Kong s'imposent une limitation volontaire. Et depuis les importations ont repris en provenance de Macao et de l'Indonésie !

Même les bastions traditionnels de l'économie américaine, la sidérurgie et l'automobile, ont subi cette offensive :

Les importations d'acier, secteur où la productivité américaine était pourtant légendaire, ont augmenté de 1,1 million de tonnes en 1957 à 18,3 en 1971 ; 104 000 travailleurs ont été licenciés en 1971 (2) et on a entendu le président de l'United Steel workers (une fédération de l'AFL-CIO) déclarer : « Chaque million de tonnes d'acier importé, nous coûte 6 000 emplois ».



Globalement, l'AFL-CIO estime que ces importations accrues ont entraîné la perte de 260 000 emplois. Or la sensibilité est très vive aux Etats-Unis (comme en Europe d'ailleurs) pour tout ce qui touche aux problèmes de l'emploi. Cela est facile à comprendre quand on voit tout ce que représente pour un travailleur la perte de son emploi : l'humiliation de ne plus pouvoir assurer le bien-être des siens ; pour la famille déconsidération et mise à l'écart de la communauté sociale, éventualité de saisie de l'appartement acheté à crédit et dont on n'arrive plus à payer les traites, etc. Ainsi ces 260 000 emplois (qui sont en somme peu de chose par rapport aux 80 millions de travailleurs américains) ont amené le puissant syndicat américain à un changement complet de sa position à l'égard des importations (3). Depuis 1934 (date du premier accord commercial tendant à une libéralisation du commerce extérieur), il avait pourtant été un des plus fervents soutien de la politique de libéralisation des échanges et son président Georges Meany déclarait :

« Nous devons soutenir la réduction des tarifs douaniers car nous y gagnerons bien plus que nous y perdrons. Ce pays importe en moyenne pour 15 milliards de dollars et exporte pour 20 milliards, si nous élevons une muraille de chine autour de nous, nous ferions donc pour 5 milliards d'affaires en moins. »

pour préserver  
leur niveau de vie

De fait, tant que la balance commerciale était excédentaire, pareille attitude était logique. Et lorsqu'au début des années 1970, cette balance devint déficitaire, avec la même logique l'AFL-CIO se déclara favorable au vote d'une loi tendant à limiter les importations et à réglementer l'activité des sociétés multinationales. Bien sûr, cela n'empêchait pas le même Georges Meany de déclarer :

même Georges Meany de déclarer : « Nous ne sommes pas isolationnistes et nous n'avons pas l'intention de le devenir ». C'est que l'isolationnisme a mauvaise réputation aux Etats-Unis et on ne peut le prôner qu'en s'en défendant.

Certes ce projet de loi n'a pas encore abouti (en pareille matière, surtout, le système législatif américain fait preuve d'une grande inertie) et a été un peu oublié dans l'euphorie du boom qui a commencé en 1972. Mais, comme on l'a vu, semblable projet figure au programme du Nixon Round ; de plus, aux premiers signes de récession, l'AFL-CIO saura, n'en doutons pas, le remettre sur le tapis.

Mais avant d'en venir à la période de prospérité actuelle, qui se poursuit depuis 1972, il faut encore noter un autre fait marquant dans la récession de 1968-1971.

Lorsqu'en période de prospérité l'économie a tendance à s'embalier et que les prix grimpent à toute allure, les capitalistes appellent de leurs vœux une légère récession : par suite de l'augmentation du chômage les exigences salariales des travailleurs diminuent ce qui freine la demande et stabilise les prix. Tel est du moins le scénario auquel, dans la bonne tradition du libéralisme, les capitalistes américains étaient habitués.

Quelle ne fut pas leur surprise, lorsqu'ils virent, lors de la récession de 1968-1971, les revendications salariales coller de près à la hausse des prix et même parfois la précéder ! C'est ce que montre le graphique 1.

Quelle est la raison d'une telle combativité ? On peut en distinguer plusieurs qui ont probablement joué simultanément : un syndicalisme plus militant, plus à l'écoute de la base ; une amélioration du système d'assurance-chômage ; le fait qu'à la fois le mari et la femme travaillant, cela permet à l'un des conjoints d'envisager une grève notamment plus longue.

Les prix ont ainsi continué à grimper pendant la récession, ce que l'on a appelé la stagflation (stagnation + inflation). Remarquons qu'en réalité cette inflation provenait, plutôt que des augmentations de salaires, bien davantage du comportement des grands monopoles. Ceux-ci, en pleine récession, augmentaient cependant leurs prix pour se procurer les capitaux considérables nécessaires à leurs plans de développement à long terme (4). Mais dans l'esprit du patronat et du gouvernement fédéral, c'était la hausse des salaires qui était en cause et puisque l'économie ne se qué-

rissait plus d'elle-même, des interventions fédérales (d'ailleurs réclamées par l'AFL-CIO) s'imposaient. Ce fut d'août 1971 jusqu'à tout récemment une période de blocage ou de contrôle des prix, avec cependant une interruption pour l'élection présidentielle de novembre 1972.

En 1971, ce blocage des prix ne fit bien sûr qu'ajouter au marasme existant et avec l'échéance électorale il devint urgent de sortir le pays de la récession. Ce qui fut fait, avec vigueur, à la fois sur le plan monétaire (augmentation annuelle de la masse monétaire la plus forte depuis 36 ans) et sur le plan fiscal (diminution de l'impôt sur le revenu et suppression de la taxe sur les autos et les camions) ; le déficit budgétaire atteignit alors un niveau record (ce qui bien entendu ne fit qu'entretenir l'inflation) mais l'économie redémarra (et Nixon fut réélu!). Quelques temps après l'élection, au début de 1973, on revint au contrôle des prix, mais cela n'entraîna cette fois aucune récession car les économistes de l'Europe et du Japon connaissaient à cette époque un boom spectaculaire.

## les Etats-Unis dans la pénurie

C'est dans ce contexte que les industriels américains eurent leur deuxième surprise.

L'Amérique, pays de l'abondance, réduite au rationnement ! Qui aurait imaginé cela, il y a seulement deux ans ! Personne, et, en tout cas pas les chefs d'entreprise américains. Certes dès la fin de 1972 l'Association des acheteurs américains (National Association of Purchasing Management) signale que 12 produits sont devenus rares contre seulement 3 l'année précédente. L'indice officiel en était cependant toujours à un taux d'utilisation de la capacité productive de 83 %, ce qui semblait laisser une marge de sécurité (voir graphique 2). Ce n'est qu'en août 1973, alors que la pénurie battait déjà son plein (rationnement de l'essence en particulier) que les autorités fédérales s'aviserent de publier un nouvel indice réservé aux industries principales (essence, acier, ciment, papier). Celui-ci montre un taux d'utilisation voisin de 100 % !

Comment en était-on arrivé là ?

Parmi les causes, on peut en distinguer à court, moyen et long terme. La cause à court terme fut, bien

triels américains préféraient exporter (et dans cette période de prospérité les débouchés ne manquaient pas) plutôt que de vendre sur le marché intérieur. Par exemple, durant l'été 1973, il devint évident que l'agriculture allait manquer d'engrais ; on débloqua alors le prix des engrais, celui-ci augmenta en quelques jours de 40 % et l'approvisionnement fut quasiment assuré.

Les lois anti-pollution adoptées depuis peu ont sûrement entraîné la mise hors service d'un certain nombre d'installations : plutôt que de dépenser de l'argent pour les améliorer, les entreprises préféraient les abandonner et en construire de plus modernes (ainsi par exemple pour les hauts-fourneaux à air libre qu'on préfère remplacer par des hauts-fourneaux à oxygène). A plus long terme, cela ne fera qu'accentuer la tendance des sociétés multinationales à implanter leurs usines dans les pays sous-développés et près des sources de matières premières (minéral de fer de Mauritanie par exemple ou pétrole du Proche-Orient). Comme on vient de voir que les entreprises de main-d'œuvre s'installaient de plus en plus dans les pays à forte densité d'Asie ou d'Amérique latine, on peut imaginer, pour l'avenir lointain, qu'il ne restera guère en Amérique (et plus généralement dans les pays occidentaux) que les industries des secteurs de pointe, les services et les emplois fédéraux.

De quoi l'avenir sera-t-il fait ? La question reste entière. On ne peut guère que donner quelques indications :

Il est à prévoir que pour préparer « l'après-pétrole » des investissements considérables seront nécessaires : centrales nucléaires, usines de liquéfaction de charbon (ce qui permettra en particulier l'utilisation du charbon sulfureux dont les Etats-Unis

ont de grandes réserves), sans même parler de la lutte contre la pollution qui nécessite aussi de nouvelles installations. Tout cela fera tourner la machine économique et, répercuté sur les prix à la consommation, nous promet de beaux jours en perspective pour la hausse des prix.

L'augmentation du prix de l'énergie va bien sûr favoriser les industries à faible consommation d'énergie. Par exemple, l'augmentation du prix de l'électricité entraînera celle de l'aluminium. Celle-ci se répercutera sur toute une gamme de produits, par exemple, la bière vendue en boîte métallique. La consommation de bière risque donc de diminuer au profit d'un produit voisin, le tabac par exemple, dont le prix, peu sensible à celui de l'énergie, sera resté à peu près constant.

Or il se trouve que ces industries sont en général aussi celles où la productivité est la plus faible et qui emploient donc proportionnellement un plus grand nombre de travailleurs. L'installation de dispositifs anti-pollution entraîne elle aussi une diminution de la productivité. Ce ralentissement du progrès de la productivité se répercutera sur le niveau de vie des travailleurs. On peut donc s'attendre à ce que les trompettes du capitalisme se mettent à claironner en faveur de la « qualité de la vie » pour faire accepter pareille stagnation de la consommation.

Pierre Bertrand ■

(2) Ces licenciements, il est vrai, ne sont pas tous à attribuer aux importations : 1971 a en effet été une année de récession partielle encore aggravée par le blocage pour 90 jours des prix et des salaires décidé par Nixon le 15 août 1971. Cette période anti-inflationniste a été suivie d'une période plus forte destinée à « préparer » les élections de novembre 1972.

(3) Seules certaines fédérations, comme celle des ouvriers du papier par exemple, qui travaillent surtout pour l'exportation, s'étaient déclarées opposées à cette volte-face.

(4) On peut lire à ce sujet : « L'inflation mondiale et les firmes multinationales » (Seuil) de Charles Levinson, un dirigeant de l'AFL-CIO.



keystone